

La domination politique à l'échelle des petites villes rurales

Julian Mischi

Les petites villes de campagne comptent une importante population ouvrière. Sur un siècle d'élections municipales, Julian Mischi montre que, même avec la fin des « maires-notables », l'accès au pouvoir des classes populaires reste difficile.

Mi-rurales, mi-urbaines, les petites villes des campagnes ont été délaissées par les sciences sociales. Elles échappent aux visions dominantes qui réduisent les campagnes aux villages ou à l'agriculture, et les opposent aux villes, incarnées par les métropoles. Ainsi, la vie politique dans les campagnes françaises du XX^e siècle a surtout été abordée sous le prisme des luttes paysannes (Lynch 2002) et des transformations des groupes agricoles (Laferté 2019). Dans les villages faiblement peuplés, regroupant quelques centaines d'habitants, les enjeux municipaux sont surtout déterminés par des conflits autour du foncier et de la structuration des réseaux agricoles (coopératives, syndicats). Les candidatures reposent sur des coalitions de parentèles et ne mobilisent guère de référents politiques.

Les petites villes, rassemblant plusieurs milliers d'habitants, présentent un autre type de configuration, moins connu. Échappant à l'exode rural et profitant même des migrations provenant des villages, elles se sont développées à partir surtout du milieu du XIX^e siècle en concentrant les services (école, hôpital, poste, gare, commerce) et l'emploi non agricole dans leurs cantons. Dans ces communes, les élections municipales mettent aux prises différents groupes sociaux et se jouent sur un terrain plus explicitement politique.

Le caractère ouvrier des bourgs ruraux

Des bourgs se développent dans les campagnes grâce à l'exploitation des ressources naturelles (minerai, pierre, bois, fruits, légumes, céréales) et à l'implantation d'usines (textile, métallurgie, chimie, alimentation). Leur population est dès le début du XX^e siècle formée majoritairement de classes populaires salariées, alors que leurs élites, issues du commerce et de l'agriculture, se renouvellent en intégrant des industriels. Ces notables travaillent à maintenir les représentants des classes populaires hors des mairies. Alors que les études historiques sur le pouvoir local en milieu ouvrier se sont surtout intéressées aux banlieues urbaines (Bellanger 2017), il paraît intéressant d'aborder cette thématique dans les bourgs industriels.

J'ai ainsi mené une recherche visant à croiser une histoire du mouvement ouvrier, généralement centrée sur les mondes urbains, et une histoire sociale des campagnes, le plus souvent réduite aux mondes agricoles. Présentée dans l'ouvrage *Des élus en campagne* (Mischi 2025), elle repose sur l'étude de trois communes de Bourgogne (Venarey-les-Laumes en Côte-d'Or ; Brienon-sur-Armançon et Saint Florentin dans l'Yonne) qui regroupent entre 2 000 et 5 000 habitants. Essentiellement agricoles à l'origine, avec notamment le travail de la vigne, ces bourgades se sont développées et industrialisées grâce à leur position le long du canal de Bourgogne puis de la ligne ferroviaire Paris–Lyon–Méditerranée (PLM), deux voies de circulation opérationnelles dès le milieu du XIX^e siècle.

L'exploitation et la vente des ressources des campagnes environnantes a favorisé différentes activités économiques : briqueterie, minoterie, sucrerie, tuilerie, négoce agricole, abattoir, laiterie, cimenterie, scierie, etc. Ce tissu industriel s'est recomposé après la Seconde Guerre mondiale avec l'implantation d'entreprises de la métallurgie, de la chimie, de l'agroalimentaire et du textile. Devenues des chefs-lieux de canton, ces communes accueillent à partir des années 1950 des collèges attirant les élèves des villages alentours. Une démarche socio-historique et comparative permet d'analyser les ressorts et les freins à l'accession des ouvriers au pouvoir local dans ces bourgs du début du XX^e siècle jusqu'à nos jours.

Des élections disputées

Dans ces trois bourgs bourguignons, comme dans la plupart des petites villes rurales, le pouvoir municipal est l'objet d'une concurrence intense. Loin d'un unanimité censé caractériser la vie politique des « communautés rurales », l'accès au pouvoir local est source des conflits. Contrairement à ce que l'on observe dans les villages (Nevers 1992), il est exceptionnel d'avoir une seule liste en compétition. En outre, les idées républicaines sont très tôt stabilisées dans ces communes, qui voient l'émergence d'une génération de maires radicaux dès la fin du XIX^e siècle. Au début du siècle suivant, ils défendent leur pouvoir moins contre des forces réactionnaires et monarchistes que contre le mouvement ouvrier qui s'organise. Des listes socialistes parviennent parfois à se constituer, comprenant des militants ouvriers en lutte contre des notables ruraux associés aux industriels.

Dans l'une des communes étudiées, Venarey-les-Laumes (Côte-d'Or), les socialistes gagnent les élections municipales de 1925. Des cheminots entrent alors en nombre au conseil, tandis que les indépendants en sont évincés. Une telle victoire s'explique par l'importance des activités ferroviaires dans ce bourg, propice au développement d'une corporation ouvrière syndiquée. Dans les petites villes, c'est en effet surtout du côté des réseaux syndicaux de la principale entreprise locale que se construisent des matrices à l'engagement ouvrier sur la scène municipale. Ainsi, dans la France rurale, tout un ensemble de bourgs transformés par l'industrie du rail est conquis par les socialistes et communistes. C'est également le cas de villages miniers ou encore petites localités dominées par des usines de la métallurgie. Ce développement du mouvement ouvrier dans les campagnes durant l'entre-deux-guerres et à la Libération met à mal l'image d'une ruralité forcément conservatrice.

Dans une autre commune étudiée, Brienon-sur-Armançon (Yonne), la situation est différente. Ici la constitution de contre-pouvoirs ouvriers est plus difficile car la principale usine est une sucrerie, où travaillent de nombreuses ouvrières et des salariés davantage insérés dans le monde paysan. Les tentatives d'organisation syndicale sont rapidement contrées. Le monde ouvrier local est fragmenté, autour notamment d'ateliers spécialisés dans le travail du bois. Un menuisier, qui vient de se mettre à son compte, parvient à devenir maire en 1938 mais, contrairement à ce qui se passe à Venarey-les-Laumes, il s'agit d'une promotion politique individuelle et non collective. Cet ancien militant ouvrier a quitté le parti communiste et s'est intégré au cercle de l'élite sociale locale. Il se rapproche de la majorité de droite du conseil général, où il est élu après-guerre. Son cas est emblématique d'un processus de notabilisation pouvant toucher des élus d'origine populaire : lorsqu'ils accèdent aux plus hautes fonctions municipales, les représentants issus des classes populaires ont tendance à s'entourer de membres des classes moyennes et supérieures. Cette dynamique ferme la porte du conseil municipal à leurs homologues sociaux.

Une domination politique rapprochée

Saint-Florentin, commune de l'Yonne, présente un troisième cas de figure, celui d'un bourg où les forces bourgeoises et conservatrices parviennent à monopoliser le pouvoir local. Le caractère

familial et peu concentré de l'industrie locale permet le maintien au pouvoir municipal d'une bourgeoisie agricole et commerçante, qui s'investit dans les nouvelles activités industrielles au tournant du XX^e siècle. Les ouvriers forment le premier groupe social mais aucun n'a été maire ou premier adjoint. *A contrario*, plusieurs chefs d'entreprise ont administré cette commune, aujourd'hui encore dirigée par un industriel. Leur éligibilité se construit sur plusieurs générations : les descendants héritant à la fois de l'entreprise et du mandat municipal du père.

L'interconnaissance propre aux bourgs ruraux n'est donc pas forcément une force pour l'accession des classes populaires au pouvoir local. Elle permet certes la constitution de sociabilités populaires, mais leur prolongement dans l'espace municipal rencontre de multiples difficultés – faute en particulier de relais militants et d'intermédiaires culturels, mais aussi en raison d'un encadrement patronal qui dépasse les frontières de l'usine grâce à leur investissement municipal. Les familles populaires sont prises dans des relations de dépendance et de loyauté à l'égard de leurs patrons, qui s'engagent dans le développement local de la commune dans le prolongement de leur activité économique.

Les ouvriers sont évincés ou relégués au moment de la constitution des listes de candidats. Le travail de cooptation mené à cette occasion par les élus en place repose sur l'activation de liens indissociablement professionnels et politiques entretenus avec la petite bourgeoisie économique. Les artisans et commerçants occupent une position intermédiaire, dans ces transactions, jouant un rôle pivot dans la constitution d'une élite municipale dominée par la bourgeoisie locale. Ils sont surtout adjoints, une position intermédiaire dans l'ordre politique, reflet d'une position intermédiaire dans l'espace social.

La faiblesse de la petite bourgeoisie culturelle fragilise la gauche et l'inclusion politique des militants ouvriers dans cette commune où le poids des indépendants reste important. Les bourgs au tissu administratif plus développé – où il existe, par exemple, des lycées ou des hôpitaux – dessinent des configurations moins favorables à la droite et à l'exclusion politique des fractions populaires et intermédiaires du salariat. On perçoit ainsi l'importance du rôle de l'État et des stratégies des entreprises dans la définition des chances d'accès aux positions municipales.

La relégation des femmes

Avec les ouvriers, les femmes constituent une autre catégorie fortement marginalisée dans la lutte pour le pouvoir local. Dans les trois communes, une seule femme devient maire, en 2005, à Saint-Florentin. Mais elle accède à ce mandat non pas à la suite des élections municipales mais après le décès du maire en exercice. Elle le remplace en tant que première adjointe, puis laisse la place dès 2008 à un homme, dirigeant industriel, au moment du scrutin suivant.

Mis à part la période de l'Occupation et de la Libération, l'exclusion politique des femmes dans ce type de bourgs est structurelle jusqu'aux années 1970-1978, qui les voient progressivement entrer dans les conseils. Il faut cependant attendre les années 2000 et les lois favorisant la parité pour que la féminisation des assemblées soit effective, sans néanmoins remettre en cause la monopolisation des fonctions dirigeantes par les hommes. Cette relégation des femmes dans le bas de la hiérarchie municipale est lourde de signification car le pouvoir local se concentre dans les mains du maire.

Dans l'administration municipale, les femmes sont surtout au service des hommes. Ce rôle s'exerce non seulement dans le fonctionnement ordinaire du conseil municipal mais aussi lors de la constitution des listes à l'approche des élections. Le travail de mise en relation et de sollicitation est en effet souvent pris en charge par des femmes. Celles-ci peuvent s'appuyer sur leur implication dans les réseaux locaux (parents d'élèves, fréquentation de voisinage, métiers au contact de la population) pour aller chercher des candidats. Les commerçantes et enseignantes sont particulièrement actives dans ce domaine. Elles assurent en cela une reproduction de l'élite masculine du pouvoir local. Ce sont également des fonctionnaires femmes qui assistent souvent,

dans l'ombre, le maire, comme on peut le repérer avec la féminisation des cadres territoriaux dans la dernière période.

Déclin urbain et crise politique

Les dynamiques de développement des petites villes rurales s'enraillent à la fin du siècle. Ce déclin touche particulièrement les bourgs industriels, dont la population s'appauvrit, les grandes entreprises ferment et l'offre de services se réduit (Coquard 2019). Ce que l'on nomme rapidement la « désindustrialisation » n'est cependant pas synonyme d'une désouvriérisation car ce sont surtout les fractions bourgeoises de la population qui voient leur part se réduire dans ces territoires, en parallèle de la gentrification du cœur des métropoles.

En proie à des difficultés au sein de leurs entreprises, les syndicalistes délaissent l'engagement dans la vie politique pour recentrer leur action sur la défense de l'activité professionnelle (Mischi 2016). Lorsque des restructurations industrielles les contraignent à travailler en dehors de la commune, ils perdent le prestige associé à leur visibilité locale. La remise en cause de la superposition des lieux de travail et de résidence (Renahy 2010) fragilise les sociabilités populaires, facteurs de militantisme. L'aura des syndicalistes pâtit, en outre, de leur impuissance à empêcher les fermetures d'usine, lorsqu'ils n'en sont pas ouvertement jugés responsables par une partie de la population locale.

Les relations entre les enseignants et les militants ouvriers, à la base des expériences d'éducation populaire et de la politisation progressiste des années 1968, s'érodent. Plus que le militantisme, ce sont les compétences acquises scolairement et professionnellement qui déterminent l'engagement dans l'enceinte municipale, favorisant les membres de la petite et moyenne bourgeoisie diplômée (Bruneau et Renahy 2012). Les petites villes sont prises dans un mouvement d'éloignement technocratique et de professionnalisation du métier politique local, avec notamment le développement de l'intercommunalité (Vignon 2011). Ces dynamiques favorisent les profils de professionnels de la politique ou, au moins, de personnes capables de faire valoir des compétences acquises au cours de leur parcours professionnel pour aborder les nouveaux enjeux de la gestion d'une collectivité locale.

La paupérisation des populations locales et la faiblesse des classes moyennes ne rendent que plus saillante la singularité sociale des maires actuels de ces bourgs. Dans les trois communes, leur diplôme ou leur aisance économique les distinguent fortement de leurs administrés. Ce caractère élitaire n'est pas nouveau mais, comme les élites économiques et culturelles se sont réduites, les maires sont aujourd'hui moins entourés par des pairs leur ressemblant. Ils peuvent moins compter sur le soutien des artisans, des commerçants, des enseignants ou des cadres, autant de groupes sociaux dont la présence locale et l'implication publique déclinent. Le décalage avec les administrés est, en outre, renforcé par une abstention croissante aux élections municipales et un vote majoritaire de leurs électeurs pour l'extrême droite aux autres scrutins. À l'écart social entre les élus et la population s'est donc ajouté une distance politique : la crise des formes traditionnelles de la représentation politique touche également les élus des petites villes.

Bibliographie

- Bellanger, E. 2017. *Ivry banlieue rouge. Capitale du communisme français*, Grane : Créaphis.
- Bruneau, I. et Renahy, N. 2012. « Une petite bourgeoisie au pouvoir. Sur le renouvellement des élus en milieu rural », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 191-192, p. 48-67.
- Coquard, B. 2019. *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris : La Découverte.
- Laferté, G. 2019. « Du notable à la petite bourgeoisie », *Études rurales*, n° 204, p. 42-64.

- Lynch, É., 2002. *Moissons rouges. Les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres (1918-1940)*, Villeneuve-d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion.
- Mischi, J. 2016. *Le Bourg et l'Atelier. Sociologie du combat syndical*, Marseille : Agone.
- Mischi, J. 2025. *Des élus en campagne. Lutttes municipales dans les bourgs industriels (XX^e-XXI^e siècles)*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Nevers, J.-Y. 1992. « Entre consensus et conflits. La configuration des compétitions aux élections municipales dans les communes rurales », *Revue française de sociologie*, vol. 33, n° 3, p. 391-416.
- Renahy, N. 2010. *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris : La Découverte.
- Vignon, S. 2011. « Les maires des petites communes face à l'intercommunalité. Du dévouement villageois au professionnalisme communautaire », *Pouvoirs locaux*, n° 84, p. 103-107.

Julian Mischi est sociologue, directeur de recherche à l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), membre de l'IRISSO (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales – Université Paris-Dauphine).

Ses recherches combinent sociologie et histoire, avec une attention portée à la dimension spatiale des phénomènes sociaux. Elles portent sur le mouvement ouvrier, les classes populaires et le pouvoir municipal dans les espaces ruraux.

Il a publié plusieurs ouvrages : *Des élus en campagne. Lutttes municipales dans les bourgs industriels (XX^e-XXI^e siècles)*, Presses de Sciences Po, 2025 ; *Le Parti des communistes. Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*, Hors d'atteinte, 2020 ; *Le Bourg et l'Atelier. Sociologie du combat syndical*, Agone, 2016 ; *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, 2014 ; *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Pour citer cet article :

Julian Mischi, « La domination politique à l'échelle des petites villes rurales », *Métropolitiques*, 18 mars 2026. URL : <https://metropolitiques.eu/La-domination-politique-a-l-echelle-des-petites-villes-rurales.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2270>.